



L'Ancienne Gare De Luméville en Ornois

Un lieu de vie, d'organisation
et de résistance contre le projet Cigéo

Mise à jour Avril 2024

LA GARE EN QUELQUES MOTS.

L'ancienne gare de Luméville-en-Ornois est actuellement un terrain privé et un lieu militant en opposition au projet Cigéo. Ce projet d'enfouissement de déchets radioactif à 500 mètres de profondeurs sur les villages de Bure et Saudron se situe au carrefour entre la Meuse (55) et la Haute Marne (52) et est géré par l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets RadioActifs (ANDRA). L'ancienne gare est située à moins de 10 km à vol d'hiboux du laboratoire et se situe sur le tracé de la future Installation Terminale Embranchée (ITE), la voie ferrée que l'agence en question souhaite (re)créer et exploiter pour acheminer les futurs déchets nucléaires jusqu'au centre via les « convois CASTOR ». L'ancienne gare (mais ici on préfère l'appeler « La Gare »), est de ce fait un maillon important dans la lutte contre ce projet de méga-poubelle atomique mais également une épine d'aubépine pour la relance du nucléaire tout court.

CHRONIQUE DE LA GARE

La gare a été achetée en 2007 par un groupe de militant·es et d'opposant·es ayant compris l'importance stratégique de ce lieu. D'environ 8 hectares, elle se situe plus précisément entre les villages de Luméville et Mandres-en-Barrois. Elle se compose de deux bâtiments principaux, dont un rénové, d'un long quai et de diverses cabanes au milieu d'une luxuriante prairie calcaire. En quasiment 20 ans, la gare est remplie de souvenirs aussi bons que tragiques. Elle a accueilli dès ses débuts de nombreux événements festifs et politiques, tel que les Hippy Pest autour de 2010. Beaucoup de grands événements suivront, comme les dix jours de VMC, camp anti-autoritaire et anti-capitaliste en août 2015, le printemps des luttes paysannes de 2016, la semaine anti-carcérale de l'Anarchist Bure Cross en mars 2020, le camp des Rayonnantes en août 2021, la fête des barricades et les rencontres nomades des chorales révolutionnaires pendant l'été 2022, une semaine de rencontre anti-spécistes à l'hiver 2023 ainsi qu'une multitude de formations de terrain et des semaines incroyables de chantier collectif pour améliorer le confort du lieu. Elle est donc devenue au fil de ces années d'événements un lieu ressource, d'organisation et d'accueil pour les collectifs, les militant·es et parfois les curieux·ses où il est maintenant possible de vivre toute l'année.





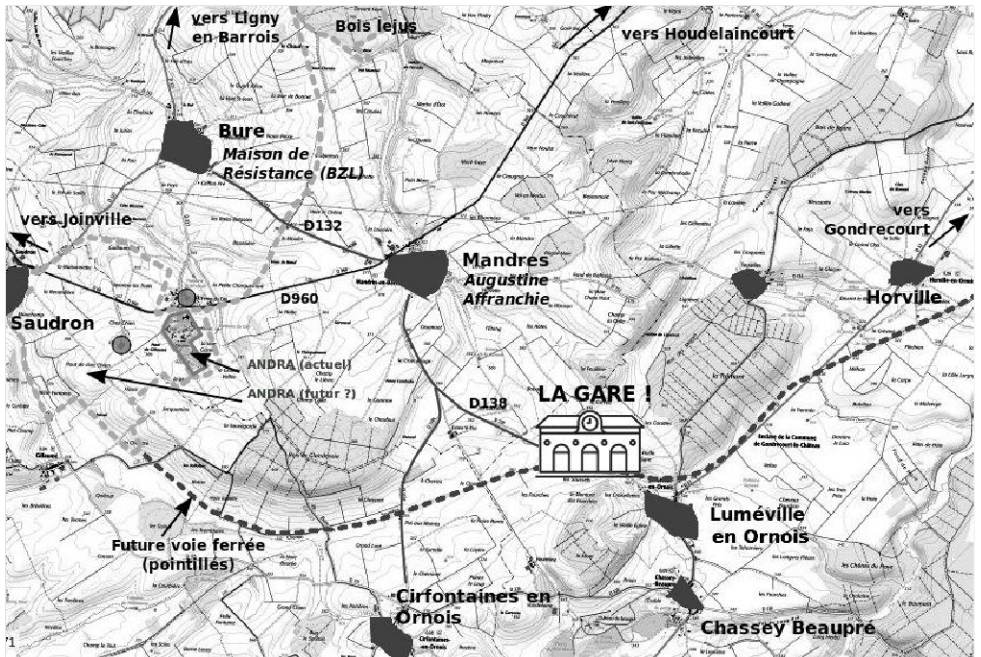
La gare vue du ciel durant les Rayonnantes (Août 2021)

HISTOIRE DE LA VOIE FERRÉE

Historiquement, le tronçon sur lequel se trouve La Gare a été exploité à partir de 1892, principalement à vocation militaire. Durant la 1^{ère} guerre mondiale, elle reliait notamment Montier en Der à Sorcy St Martin, son terminus. Elle a ensuite servi au transport de passagers jusqu'en 1938 et de marchandises jusqu'à la fermeture de la ligne en 1969. Depuis ce temps là, rails et ballast ont disparu de son tracé et seuls subsistent des souvenirs du transport de grain ou de charbon. Le retour de transports mortifères est-il réellement ce que mérite cette ligne ?

L'INSTALLATION TERMINALE EMBRANCHÉE (ITE), EN BREF.

L'ITE (installation terminale embranchée) est l'une des infrastructures connexes au projet CIGEO. L'ITE consiste en la remise en état des 15 derniers km de voie ferrée entre Gondrecourt-le-château et l'actuel laboratoire de l'ANDRA où devraient être descendus les déchets radioactifs des centrales nucléaires françaises. Ces 15 km de ligne se couplent avec la remise en état de la ligne 027000 Nançois-Tronville/Gondrecourt, un autre des projets connexes à CIGEO. Les premiers cercueils radioactifs de déchets ne sont pas attendus avant 2035/2040, mais il est prévu que la ligne serve avant cela au transport de matériaux pour les chantiers pharaoniques préalables à l'ouverture du centre.



LA GARE DANS LE VISEUR DE L'ANDRA PLUS TÔT QUE PRÉVU

Le 07 juillet 2022, La Demande d'Utilité Publique (DUP) pour le projet CIGEO, déposée en 2020, obtient son décret de « déclaration d'utilité publique » et est auréolé du statut « d'opération d'intérêt nationale » (OIN) par l'État.

La Demande d'Autorisation de Création (DAC) reste encore à acquérir pour pouvoir débiter la « construction initiale » : son instruction débutée en janvier 2023 court encore jusqu'en 2027. Pourtant la DUP autorise déjà l'ANDRA à lancer certains travaux d'aménagement et à engager des procédures d'expropriation. A ce jour, il manquerait environs 100 hectares de terre agricole, de routes et chemins ainsi qu'une ancienne gare ferroviaire sur les 665 hectares nécessaires.

On voit là toute l'absurdité du saucissonnage des grands projets par l'État pour faciliter leur mise en place. Alors que le projet CIGEO n'a pas encore reçue son autorisation de création, l'État souhaite déjà construire une ligne de voie ferrée qui n'a aucun intérêt sauf pour CIGEO...

L'Andra a annoncé fin 2023 engager plusieurs opérations s'inscrivant dans le cadre de sa « maîtrise foncière » afin d'obtenir 100 % des terres convoitées, tandis que des procédures d'expropriation ont commencé en janvier 2024. Elle annonce également que ces procédures, amiables ou non, vont être instruites dans les 20 mois suivants. Les

manœuvres d'intimidation de l'ANDRA se sont poursuivies pendant des années pour l'acquisition des terres. Désormais le complexe militaro-nucléaire impose son agenda et prépare avec la justice « impartiale » la dépossession des terres, le chéquier dans une main et la tonfa dans l'autre.

La première marche funèbre des déchets radioactifs n'est pas attendue avant 15 années environ, mais la route ferroviaire en devenir est une des priorités dans la maîtrise du calendrier de l'avancée des travaux.

Nous savions déjà que l'obtention du décret DUP autorisait la réfection de cette infrastructure. Dorénavant, nous pouvons estimer le temps qui nous reste avant d'avoir pour bailleur l'ANDRA. Le 04 mars 2024, nous avons reçu le dossier de l'enquête parcellaire, une des étapes légales de la procédure d'expropriation, et l'Agence veut prendre l'intégralité des 8 hectares de la gare, quand bien même leur voie ferrée n'est censée faire que 9 mètres de large...



L'AVENIR DE LA GARE

On ne va pas se leurrer, l'avenir on le connaît et il se prépare déjà depuis 17 ans. Le destin de La Gare a toujours été d'être un point stratégique dans cette lutte et, en fin de compte, le lieu d'une confrontation politique.

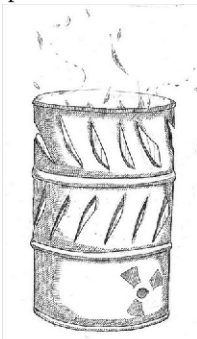
Progressivement, pendant des années, des militant·es venu·es de tous horizons et pays ont investi leurs forces, leur temps et leurs imaginaires et ont su concrétiser leur idées et envies pour rendre ce lieu tel qu'il est actuellement. Son importance est matérielle, culturelle, artistique, sociale et avant tout, politique. Cet îlot de résistance contre l'industrie nucléaire et le CIGEO en particulier est le reflet d'une succession de personnes et de groupes aux pratiques différentes qui ont donné à ce lieu son charme et sa force : un « nous » divers et multiple, un ensemble multiforme qui ne se laissera pas expulser par la force si facilement.

Une défense juridique érigera nos premières barricades...

Ceci dit, nous ne voulons pas attendre que les moyens légaux de résistance à l'expropriation soient épuisés pour être des acteur·ices actif·ves. Le statut légal actuel de La Gare nous permet encore de la développer physiquement, d'accueillir des nouvelles personnes et de la renforcer politiquement afin, quand le moment viendra, d'en faire un « lieu d'occupation permanente ».

C'était déjà dans cette dynamique qu'a existé la première édition de la « fête des Barricades » en juillet 2022. Des centaines de militant·es d'ici et d'ailleurs se sont réunies pour construire, s'informer, s'organiser, échanger et discuter autour de la défense de la gare, mais également de tous les lieux de résistance qui luttent contre les projets du développement du capitalisme débridé.

La préoccupation n'est plus de connaître la date de cette expulsion, mais de la préparer pour faire en sorte qu'elle soit la plus difficile possible à réaliser.



Pour ce faire, nous appelons d'ores et déjà tous les collectifs, associations, groupes affinitaires sensibles à cette lutte et politiquement en accord avec notre stratégie de résistance à prendre contact avec nous pour réfléchir ou participer à construire ce moment inévitable en amenant sur ce terrain votre créativité et ainsi renforcer ou créer votre attachement à ce lieu.

Ateliers, rencontres thématiques, ou chantiers cabanes, ces 8 hectares de surface vous tendent les bras.

ORIENTATIONS DE LA GARE

La Gare se veut être un lieu de vie collective, d'équité, d'entraide, de collectivisation des ressources, d'interdépendance, de travail collectif, de respect, pour nourrir des réflexions anti-autoritaires et antifascistes pour un environnement stable et sain, pour une véritable justice sociale basée sur le consensus, pour la décentralisation, pour la libération individuelle et collective.

La Gare est actuellement gérée par une association légale, et en parallèle, en autogestion par un collectif d'habitant·es. Les décisions y sont prises en assemblée de personnes plus ou moins proches géographiquement, mais toutes déterminées à la faire perdurer en tant qu'outil pour la lutte contre l'ANDRA et comme lieu vivant et émancipateur dans le sud-meusien.

COMMENT SOUTENIR LA GARE ?

- Venez nous rendre visite

Que ce soit pour un chantier, pour une autre fête des barricades, pour l'un des nombreux événements qui se déroulent dans les alentours, ou si vous passez par là. Les capacités du terrain offrent un imaginaire infini ; si vous souhaitez organiser avec votre groupe d'ami-es ou votre asso des chantiers de construction, un événement culturel et/ou social, contactez-nous ou passez pour en discuter.

- Venez vous y installer.

Le bâtiment principal est limité en capacité d'accueil mais le terrain est vaste. Il reste encore bien de la place pour plus de caravanes, cabanes, jardins et autres espaces de vie individuels ou collectifs.

Le collectif existant est un noyau d'individu qui ne vit pas forcément toute l'année sur place et il reste ouvert pour qui souhaiterait s'impliquer. Le lieu n'est pas connecté au réseau d'eau et fonctionne avec des panneaux solaires pour l'électricité, mais les nombreux travaux en font un espace plus chauffable et plus lumineux que bien d'autres habitations.

- Venez l'occuper, venez ralentir son expulsion.

Dans ce processus d'expropriation qui mènera à une expulsion physique, la temporalité est difficile à déterminer. D'ici un ou deux ans, La Gare et son terrain changeront de propriétaire. Une fois l'ANDRA propriétaire, c'est elle qui pourra décider le moment d'expulsion et ça pourra prendre plus ou moins de temps. Un courrier sera alors reçu et nous aurons un mois avant de rentrer dans une occupation illégale. Nous communiquerons régulièrement sur l'avancée de ce processus.

- Soutenir la gare de plus loin.

Vous pouvez commencer à créer des comités de soutien dans vos lieux, organiser des discussions pour faire connaître cette lutte, des tournées d'information dans vos régions, organiser des dons de matériel, diffuser cette brochure. Un soutien financier ne sera pas refusé, mais nous avons surtout besoin de matériel ; vous pouvez diffuser la liste, organiser des collectes et à l'occasion les emmener... Une liste de nos besoins est en ligne sur burebure.info/donspourlagare. Attention, lors de nos événements publics, des arrêtés préfectoraux sont mis en place, interdisant le transport du matériel de cette liste ^^



CONTACTS :

Ancienne gare de Luméville en Ornois RD139

55130 Gondrecourt le château

garealarevanche@riseup.net



Plus d'infos sur burebure.info